

LE POTENTIEL DES IMPÔTS ET SUBVENTIONS POUR LA RÉNOVATION DES BÂTIMENTS RÉSIDENTIELS

Jacques BAVEYE
et Christian
VALENDUC
Secrétariat CSF
(Fiscalité) et
Service d'études
SPF Finances

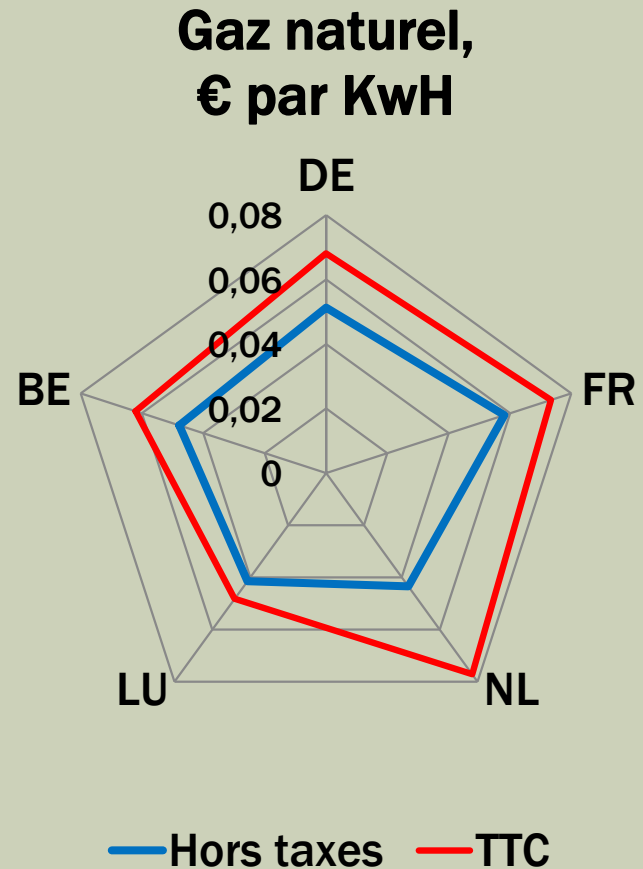
Les auteurs s'expriment à titre personnel

LE POTENTIEL DES IMPÔTS ET SUBVENTIONS...

- Le défi
- Analyses des avantages et inconvénients des différents instruments
- Quelques pistes

LE DÉFI

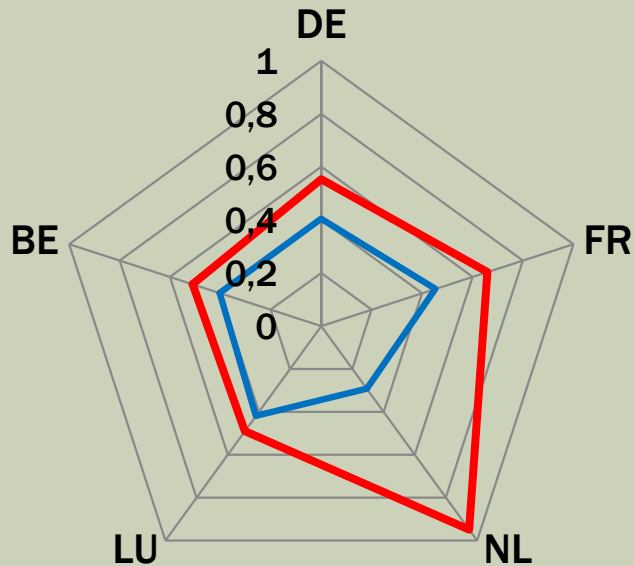
- Faible efficacité énergétique du bâti résidentiel en Belgique
- Importants besoins de rénovation, compte tenu du gap entre l'état des lieux et l'objectif à atteindre
- Intégration très partielle des coûts externes dans les prix de l'énergie



LE DÉFI

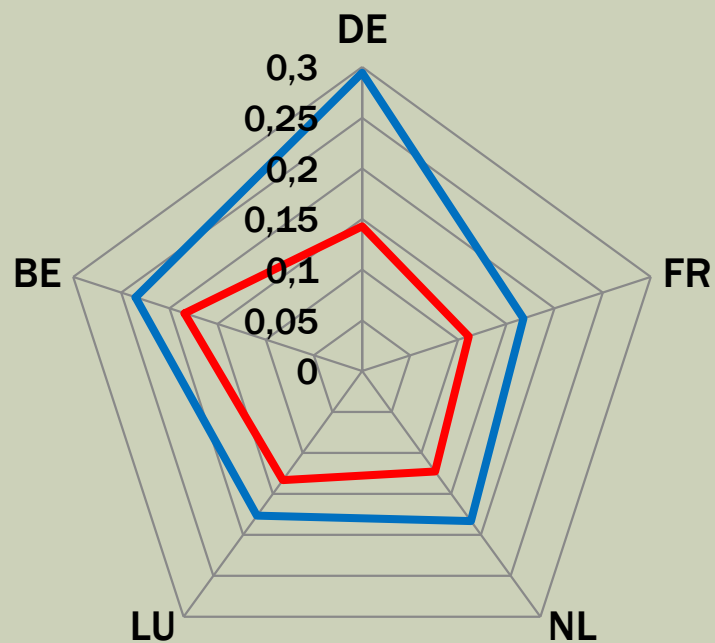
TAXES ET PRIX DE L'ÉNERGIE

Fuel domestique, en euros par litre



— Hors taxes — TTC

Electricité, en € par kWh



— Hors taxes — TTC

ANALYSE DES DIFFÉRENTS INSTRUMENTS

- L'impôt
- Quid des permis négociables ?
- Les subventions
- La réglementation

ANALYSE DES DIFFÉRENTS INSTRUMENTS

L'ECO-TAXE

- Efficacité statique
 - Intégration des coûts externes restaure l'équilibre $\text{prix} = \text{utilité marginale}$ (disposition à payer) = coût marginal social
- Efficacité dynamique
 - L'incitation à réduire les émissions est permanente
- Faut-il prendre en compte les autres taxes ?
 - Cfr une conception assez extensive de la fiscalité environnementale où on intégrerait, par exemple, toute taxe qui a un lien avec la détention d'une voiture...
 - NON, car les autres taxes sur les vecteurs énergétiques ont leur objectif propre et ne sont pas conçues pour transmettre les incitations adéquates
 - TVA = impôt général sur la consommation des biens et services, basé sur la valeur et non sur les quantités
 - But spécifique de certaines taxes sur l'électricité: financer des mesures sociales ou des obligations de dénucléarisation des sites etc...

ANALYSE DES DIFFÉRENTS INSTRUMENTS

L'ECO-TAXE

- Récompense le « first mover »
 - Ceux qui ont déjà adopté le comportement souhaité sont gagnants: la taxe augmente la valorisation de leurs efforts de réduction des émissions
- Potentiel de recettes
 - Plus élevé à court terme (demande inélastique) qu'à long terme (recettes réduites par la modification des comportements)
 - Permet de réduire des taxes qui génèrent des distorsions économiques (double dividende)
 - L'écotaxe n'est bio-dégradable: il reste une recette à long terme, dès lors que l'objectif est de réduire les émissions de CO₂

ANALYSE DES DIFFÉRENTS INSTRUMENTS

L'ECO-TAXE

- **Conflit avec d'autres objectifs**
 - **Redistribution**
 - La facture énergétique pèse relativement plus sur les bas revenus
 - Nécessité de compenser en termes de revenu
 - Mais maintenir l'effet du signal prix
 - Et veiller à ce que, quel que soit le revenu les capacités d'investir dans les économies d'énergie soient présentes
 - Ce qui demande une solution ad-hoc pour les locataires

ANALYSE DES DIFFÉRENTS INSTRUMENTS

LES PERMIS NÉGOCIABLES

- D'un point de vue théorique, les permis négociables ont les mêmes propriétés que l'écotaxe
- Particularité: les permis émis peuvent être calibrés sur l'objectif à atteindre et c'est le marché et le comportement des agents qui fixent le prix
 - A l'inverse pour l'écotaxe, le gouvernement fixe le prix et c'est le comportement des agents qui va déterminer la mesure dans laquelle l'objectif sera atteint
- Peu d'expériences dans le domaine des particuliers
- Et l'expérience peu concluante de l'ETS

ANALYSE DES DIFFÉRENTS INSTRUMENTS *ECOSUBSIDE*

- A l'inverse de l'écotaxe, on encourage par un subside le comportement non polluant
- Le subside peut être fiscal (déduction, réduction d'impôt) ou une prime directe
- Avantages et inconvénients des deux modes d'octroi
 - Automaticité de l'aide fiscale (mais décalée dans le temps pour l'effet en cash)
 - Aide fiscale open-ended, primes soumises à enveloppe budgétaire
 - Renvoie au débat sur les dépenses fiscales et la transparence budgétaire
- Nombreux exemples d'utilisation dans le domaine résidentiel tant en fiscalité qu'en primes

ANALYSE DES DIFFÉRENTS INSTRUMENTS

ECOTAXE ET ECOSUBSIDE

Eco tax

- **Efficienc**e statique
- **Efficienc**e dynamique
- **Potentiel** de recettes
- **La recette** supplémentaire décroît en fonction de l'efficacité environnementale

Eco subs

- **NON**
- **NON**
- **Coût** budgétaire
- **Le coût** croît (au mieux) avec l'efficacité environnementale
 - **Au pire** moins que proportionnellement

ANALYSE DES DIFFÉRENTS INSTRUMENTS

ECOTAXE ET ECOSUBSIDE

Eco-taxe

- Récompense le first mover
- *Pas d'avantage, donc pas de risque de capture dans les prix*
- La régressivité peut être éliminée par une compensation en revenu

Eco-subsidie

- Effet d'aubaine pour ceux qui auraient de toute façon fait l'effort
- *Risque de capture de l'avantage dans les prix*
- En général, d'autant plus utilisé que le revenu est élevé, donc régressif

ANALYSE DES DIFFÉRENTS INSTRUMENTS *ECOTAXE ET ECOSUBSIDE*

- L'écotaxe a de nombreux avantages sur l'éco-subsidie
- La mariée serait-elle trop belle ?
 - Approche très théorique
 - Dans la pratique, les écotaxes ont été assorties de nombreuses exceptions quant elles ont été introduites, et ces exceptions ont fortement réduit les mérites que l'analyse théorique leur attribue
 - La même chose vaut pour les permis négociables (distribution gratuite, offre excédentaire dès le départ)
 - Pourquoi ces exceptions ?
 - Approche « political economy »..
 - Ecotaxe: coût présent et visible pour un bénéfice futur et moins visible
 - Eco-subsidie: avantage certain et visible pour un coût futur et moins visible
 - Les éco-subsides sont un outil de concurrence politique par utilisation de niches fiscales

QUELQUES PISTES

- Poursuivre avec les éco-subsides ?
- Comment rendre l'écotaxe politiquement acceptable ?
- Pistes extra-budgétaires

QUELQUES PISTES

- Poursuivre avec les éco-subsides ?
 - Expériences d'aides fiscales peu concluantes: la plupart des inconvénients ont été confirmés par les faits
 - Capture des avantages dans les prix
 - Impact anti-redistributif
 - Inflation du coût budgétaire (Photovoltaïque)
 - Ou alors cela ne « démarre pas » (maisons passives)

QUELQUES PISTES

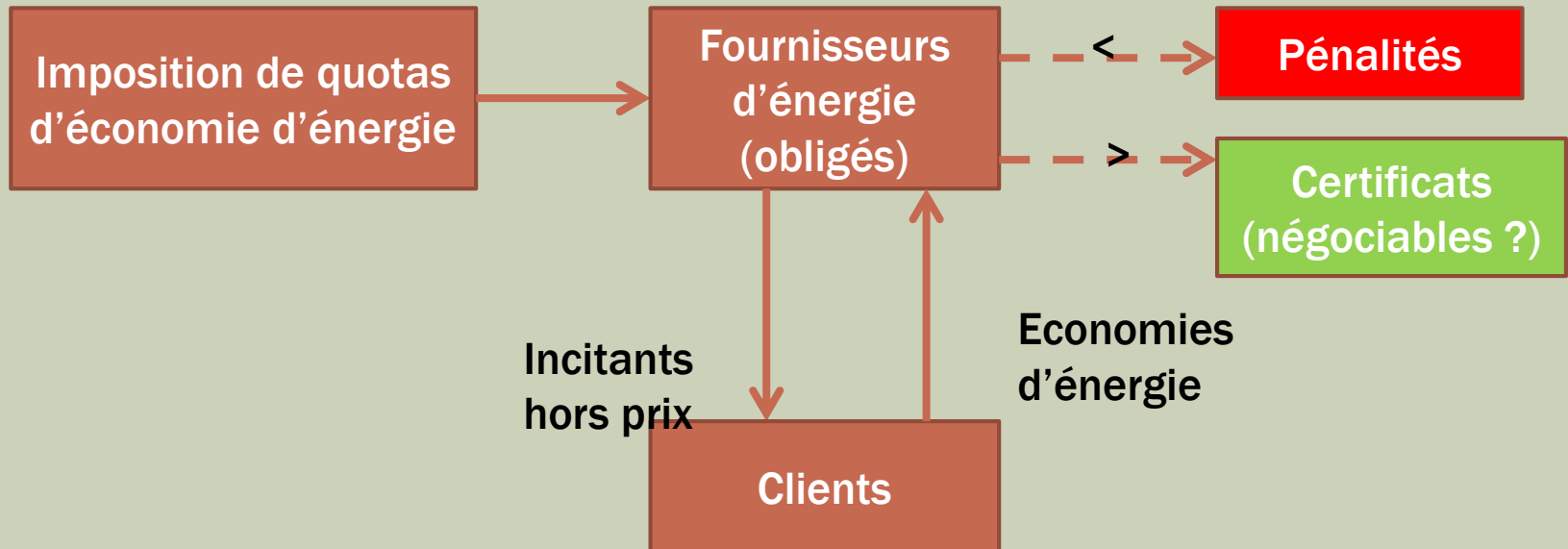
- Comment rendre l'écotaxe politiquement acceptable?
 - Introduction graduelle ?
 - Dans d'autres domaines (péages urbains), on sait que la façon dont l'argent collecté a été utilisé a permis d'améliorer l'acceptabilité politique
 - Nécessité impérieuse d'une solution pour contrer un effet anti-redistributif
 - Comme les quantités consommées augmentent avec le revenu, compenser les bas revenus est possible sur le plan budgétaire
 - D'un point de vue théorique, la compensation ne doit pas être liée aux quantités consommées, pour maintenir le signal-prix
 - Mais d'un point social, imposer le signal prix aux bas revenus suppose qu'ils aient les possibilités d'adaptation
 - Problème des locataires

QUELQUES PISTES

- Comment rendre l'écotaxe politiquement acceptable ?
 - Problème des locataires = problème de principal-agent
 - Pour l'amélioration de l'efficacité énergétique, c'est le bailleur qui doit faire la dépense et c'est le preneur qui fera des économies
 - En cas d'écotaxe, c'est le preneur qui paie et il ne sait pas répondre aux incitations du signal prix à cause du contrat du bail
 - Quelles solutions ?
 - CSF(2009) rendre obligatoire l'affichage des performances énergétiques sur le marché, pour faire en sorte que l'information soit dans les prix
 - Surtaxer le propriétaire- bailleur en fonction inverse de l'efficacité énergétique ?
 - Incitation correctement ciblée sur la personne qui est responsable de l'externalité
 - Eviter le risque de répercussion sur le loyer
 - Il faut reconnaître que les solutions sont difficiles à mettre en œuvre dans un marché locatif où l'offre est insuffisante
 - La meilleure solution ne serait-elle pas d'accroître l'offre locative à efficacité énergétique suffisante ?
 - Renvoie à la réglementation et à l'éco-subsidie..
 - ***Comme dans beaucoup de cas de réforme, la clé du succès est dans les politiques d'accompagnement***

QUELQUES PISTES

- Solution extra-budgétaire: les certificats blancs



QUELQUES PISTES

- **Les certificats blancs**
 - Pour les obligés, mécanisme propre du CDM
 - Incitations à deux stades
 - Par le risque de sanction pour les « obligés »
 - Par les prix pour les « éligibles » (clients)
 - Un fonctionnement correct requiert que les deux stades fonctionnent
 - Peu d'évaluations empiriques, résultats mitigés
 - Quelques questions et remarques
 - Risque de « adverse sélection » de la clientèle ?
 - Quelles incitations , concrètement ?
 - Les « éligibles » ne paient pas de taxe.. Meilleure acceptabilité ?
 - La relation entre « obligés » et « éligibles » ne permet pas de mettre en place des mécanismes de compensation pour les bas revenus

CONCLUSION

- Défi majeur
- Peu d'actions d'envergures depuis 2009, sinon un démantèlement d'incitations fiscales peu efficaces
- Compte tenu des inconvénients des éco-subsides et du cadre budgétaire, peut-on s'engager dans cette voie ?
- Si pas, comment « vendre » une intégration des coûts externes dans le coût de vecteurs d'énergie ?